

Le noyautage d'écoles publiques à Birmingham par des islamistes provoque un scandale politique

Le Monde.fr | 10.06.2014 à 15h33

Par [Marc Roche](#) (Londres, correspondant)

Birmingham est sous le choc. La deuxième ville du royaume est aujourd'hui à l'affiche partout. L'affaire de l'infiltration par les extrémismes musulmans de six écoles publiques de la cité des Midlands relance, non seulement, le débat sur l'évolution de la société multiculturelle britannique mais encore, divise le gouvernement de coalition conservateur-libéral-démocrate du premier ministre, David Cameron.

« *La promotion des valeurs britanniques fondamentales dans les écoles d'Angleterre aura le soutien de tous* », a déclaré, mardi 10 juin, M. Cameron après la publication, la veille, du rapport explosif d'Ofsted, l'inspection de l'éducation nationale anglaise, sur la loi islamique imposée par des extrémismes musulmans dans six écoles de Birmingham.

Les chefs d'établissement et les professeurs non musulmans ou musulmans modérés ont été constamment harcelés. Garçons et filles ont été séparés. Des appels à la prière étaient constamment diffusés par haut-parleurs. Des détectives privés ont été recrutés pour filer les élèves afin de débusquer les amourettes et les rapporter aux parents. Les courriels des professeurs rétifs étaient passés au crible. Les écoles ont financé sur deniers publics plusieurs pèlerinages à La Mecque. Les gouverneurs ultras entendaient bannir l'enseignement de la musique et des arts. Ils ont interdit qu'une image de Jésus figure dans la pièce de la Nativité jouée à Noël.

BIRMINGHAM COMPTE 22 % DE MUSULMANS

Le scandale a été mis au jour dans des conditions rocambolesques par le truchement d'un vrai-faux document anonyme envoyé à la mairie de Birmingham faisant état d'une campagne orchestrée de groupes ultras islamiques pour contrôler plusieurs écoles de la ville. Intitulé « le cheval de Troie », le document révèle une véritable conspiration visant à imposer un ordre islamique dans les établissements comptant une majorité d'élèves musulmans. La stratégie d'entrisme devait se faire à travers le conseil des gouverneurs, qui regroupe les responsables de l'établissement, des parents d'élèves et des membres de la communauté.

Birmingham compte 22 % de musulmans. L'affaire a pris rapidement une tournure politique. Le ministre de l'éducation, Michael Gove, a accusé sa collègue de l'intérieur, Theresa May, d'avoir fermé les yeux sur les agissements des militants islamiques dans les écoles des quartiers sensibles. Il est vrai que, ces derniers temps, les services de sécurité intérieure ont mis plutôt l'accent sur la surveillance de jeunes Britanniques engagés aux côtés des djihadistes en Syrie.

David Cameron a été forcé d'intervenir pour mettre fin à cette foire d'empoigne ministérielle au moment où son gouvernement est profondément divisé sur l'immigration et l'Europe. Il y avait d'autant plus d'urgence à intervenir que Michael Gove et Theresa May sont deux candidats potentiels au leadership de la droite si M. Cameron devait perdre les élections générales qui doivent se dérouler au plus tard à la mi-2015. La politique de l'éducation poursuivie par Michael Gove est également mise en cause.

RISQUE DE DÉRIVES DE CE SYSTÈME

Quatre des six écoles publiques sur la sellette sont des « académies » totalement autonomes des autorités locales chargées de la supervision des établissements publics. Lancée par le gouvernement Blair, cette réforme visant à mettre fin au contrôle de l'éducation et du cursus scolaire par les municipalités a été poursuivie par M. Gove. L'affaire de Birmingham met en exergue le risque de dérives de ce système laissant toute liberté aux écoles de déterminer leur propre fonctionnement.

A la suite de la controverse, Michael Gove a demandé à toutes les écoles britanniques de promouvoir les « *valeurs fondamentales britanniques* » de démocratie, de tolérance et de respect mutuel.



[Marc Roche](#) (Londres, correspondant) Journaliste au Monde